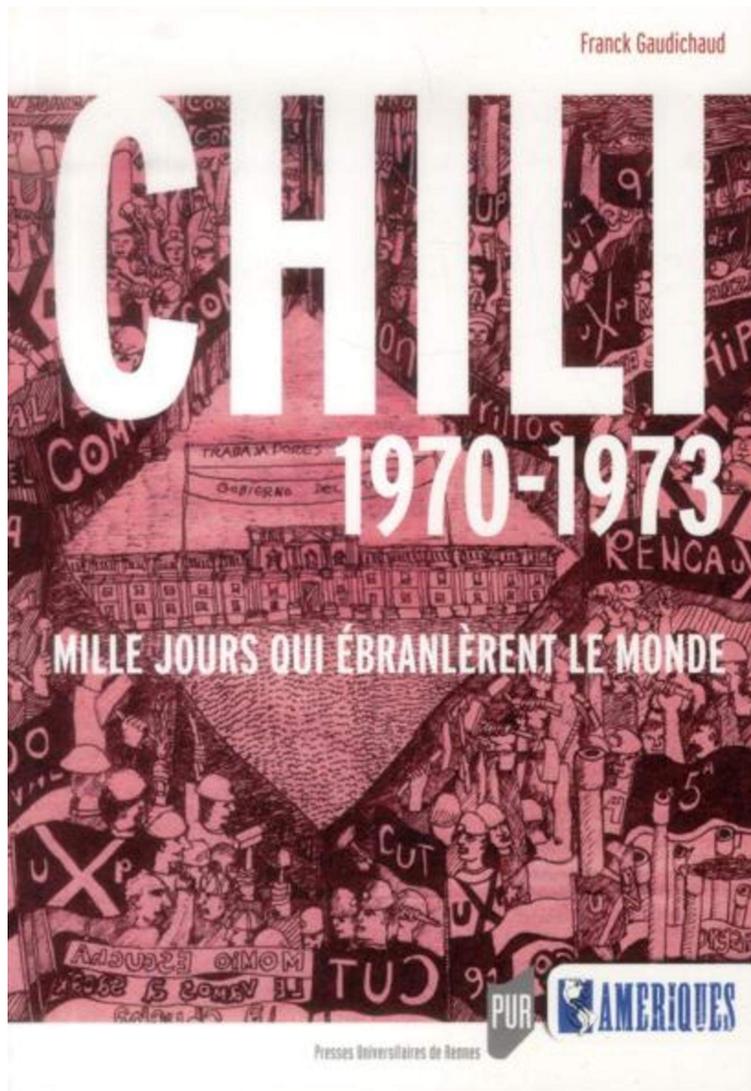


Il y a 50 ans, un 4 septembre 1970, Salvador Allende était élu à la tête du Chili.

Commençaient alors mille jours exceptionnels de « voie chilienne au socialisme » et de gouvernement de l'Unité Populaire. Trois années de fête révolutionnaire, de tentative de construction du « pouvoir populaire », mais aussi de drame et de défaite pour l'un des mouvements ouvriers les plus organisés de l'Amérique latine. Le [coup d'Etat du 11 septembre 1973](#), forgé avec le soutien actif et décisif des Etats-Unis de Richard Nixon et Henry Kissinger, marque alors le début de la dictature néolibérale de Pinochet (1973-1990).

À cette occasion, nous publions un court extrait de l'ouvrage de Franck Gaudichaud : [Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde](#) (Presses universitaires de Rennes, 2013).



L'UP (Unité populaire) est une coalition hétérogène de partis politiques allant du Parti communiste au petit Parti radical, en passant par le PS et des secteurs démocrates-chrétiens en rupture avec leur organisation. Le 17 décembre 1969, les différents partis arrivent à se mettre d'accord sur un programme qui doit servir à la campagne présidentielle de Salvador Allende (finalement élu comme représentant de la coalition).

Pour résumer, la « voie chilienne au socialisme » est avant tout d'une application *sui generis* de la théorie de la voie pacifique au socialisme, chère à la politique internationale du PCUS. Au-delà du mythe d'une création spécifiquement chilienne, on peut y voir clairement la mise en place d'un modèle influencé par l'imbrication du Chili dans le jeu

international de la « guerre froide »^[i]. Des intellectuels organiques de l'UP comme Joan Garcés lui préfèrent la dénomination de « voie politique » ou « institutionnelle » (opposée à la voie insurrectionnelle ou armée)^[ii].

Selon l'historien Luís Corvalán Márquez, l'UP a « mis en place un programme qui correspondait à une voie pacifique, institutionnelle ainsi qu'à une ample alliance nationale et populaire. Cette vision reflétait de manière prédominante les conceptions de son candidat Salvador Allende et du PC. De ce fait, il ne répondait pas au concept de Front des travailleurs, ni au recours à la voie armée avancée antérieurement par le PS »^[iii]. Qu'est-ce qui explique donc la participation du PS ? Carlos Altamirano a répondu à plusieurs reprises à une telle interrogation. Selon lui, « [...] les institutions chiliennes étaient légitimement profitables [aprovechables] par le mouvement révolutionnaire. Mais non pas dans la perspective d'accomplir un cycle historique jusqu'à la construction du socialisme, mais seulement dans celle d'affronter depuis des positions de forces plus favorables – politiques, sociales et militaires – la rupture de l'Etat bourgeois »^[iv].

La tactique de la « voie chilienne au socialisme », celle-ci s'appuie essentiellement sur quatre thèses centrales, articulées entre elles :

- La thèse de la « révolution par étape » et de la possibilité d'une transition graduelle au socialisme, en utilisant tout le potentiel des institutions en place
- La thèse de la « flexibilité institutionnelle » et de la spécificité de l'Etat chilien qui est supposée s'insérer au sein d'un système politique stable, garantissant ainsi le maintien du fonctionnement de la « démocratie »
- La thèse de la constitutionnalité des forces Armées et donc de leur respect inébranlable du suffrage universel
- La thèse de l'alliance de classe avec la dénommée « bourgeoisie nationale progressiste », au sein d'un projet de développement industriel autocentré, antimonopoliste et anti-impérialiste

La volonté de l'Unité populaire est de sortir des ornières des gouvernements précédents, avec comme objectif d'appliquer de courageuses réformes démocratiques et anti-impérialistes, comme d'effectuer une véritable redistribution des richesses^[v] :

- Nationalisation des ressources naturelles essentielles du pays dont le cuivre (« le salaire du Chili ») aux mains de l'impérialisme américain
- Réforme agraire qui approfondirait celle débutée par le gouvernement démocrate-chrétien
- Nationalisation d'une partie des grands monopoles industriels et du système bancaire ainsi qu'une partie du secteur de la distribution
- Nombreuses réformes sociales progressistes (les « 40 mesures »), sans précédent par leur ampleur dans l'histoire du pays

D'une manière générale, le programme économique de l'UP annonce un ensemble de mesures destiné à favoriser le développement économique du pays et à utiliser au maximum ses capacités productives. Cet objectif, Allende souhaite l'atteindre par le biais d'une intervention gouvernementale forte, grâce à l'implantation d'un capitalisme d'Etat

contrôlant les principaux monopoles du pays. C'est ce qui est alors appelé « *la construction de la nouvelle économie* ». Celle-ci appelle à l'édification d'une « Aire de propriété sociale et mixte » (APS) formée par la nationalisation du secteur minier (cuivre, salpêtre, fer, charbon...), la banque et le commerce extérieur, ainsi que par les « *monopoles industriels stratégiques* » et « *les grandes entreprises et monopoles de distribution* »[\[vi\]](#).

Dans une perspective de temps long, la stratégie de l'UP – notamment par son projet d'alliance tactique avec la « bourgeoisie nationale » – s'inscrit dans la continuité des Fronts populaires de la fin des années trente, mais, avec des caractéristiques fort différentes, particulièrement du fait qu'elle est sous hégémonie de deux partis marxistes, majoritairement ouvriers. Les historiens Gabriel Salazar et Julio Pinto qualifient l'UP de coalition « *national-populiste* » accompagnée d'un discours révolutionnaire. Cette analyse se base notamment sur l'usage de l'Etat que se propose de faire la gauche et d'un programme en continuité avec la période ouverte dans les années trente par divers essais de développement capitaliste autocentré[\[vii\]](#).

Selon nous, l'inconvénient de la notion de « national-populisme » est qu'il tend à être un véritable fourre-tout théorique, qui ne permet pas de comprendre véritablement les caractéristiques de ce gouvernement, sa base sociale organisée notamment par le syndicalisme, son ancrage populaire, son orientation socialiste et son articulation autour de grands partis ouvriers se revendiquant du marxisme. Ainsi, on ne peut en aucun cas confondre un gouvernement démocratique radical comme celui de Salvador Allende avec le « populisme intégral » de régimes comme ceux de Vargas ou Perón, au Brésil et en Argentine[\[viii\]](#). Il serait donc erroné de nier le caractère spécifique de l'UP, en d'autres termes son caractère *sui generis* et original.

Une caractéristique de la tactique de l'Unité populaire est la place des militaires au sein de la transition au socialisme. L'idée d'une possible conquête pacifique et graduelle du pouvoir va de pair avec une vision ingénue du rôle des forces armées. La thèse qui prédomine parmi les partis intégrant l'UP est celle de l'exception historique de l'Etat démocratique chilien et de la soumission légaliste des forces armées aux décisions politiques civiles[\[ix\]](#). Comme l'avait montré le sociologue Alain Joxe, dès la fin des années 60, une mise en perspective historique résiste pourtant mal à de tels arguments[\[x\]](#)... Selon Fernando Mires, la stratégie de l'Unité populaire a été marquée par « deux péchés originels »[\[xi\]](#) : d'une part, la *fixation et l'attachement inconditionnels à l'Etat* ; d'autre part, les grandes limitations de son programme en termes économiques et participatifs. Gabriel Smirnow, dans la même veine, souligne les trois faiblesses de la gauche gouvernementale : le projet d'alliance de classe ; la politique envers les forces armées, l'utilisation de l'appareil institutionnel[\[xii\]](#).

Quant au « pouvoir populaire », il est décliné dans les textes officiels depuis une version minimaliste à une plus étendue : d'un simple appui des bases populaires organisées à la politique du gouvernement jusqu'à la création des germes d'un nouvel Etat, dans la perspective d'une rapide transition au socialisme. Le programme de l'UP comporte un paragraphe qui est explicitement dénommé « *El poder popular* » et affirme que les « *transformations structurelles proposées sont des transformations révolutionnaires* ».

Son application réside « *dans le contrôle par le peuple organisé du pouvoir politique et économique, exprimé dans l'aire étatique de l'économie et la planification générale de celle-ci. C'est ce pouvoir populaire qui assurera l'accomplissement des tâches signalées* ». D'une manière générale, la référence au « pouvoir populaire » chez Salvador Allende renvoie à une large alliance des couches populaires[\[xiii\]](#). A la question de « *Qu'est-ce que*

le pouvoir populaire ? », le nouveau président répond sous une forme évasive :

« Le pouvoir populaire signifie que nous mettrons fin aux piliers sur lesquels s'appuient les minorités qui, depuis toujours, ont condamné notre pays au sous-développement. [...]. Nous terminerons avec le processus de « dénationalisation », chaque fois plus important, de nos industries et source de travail qui nous soumet à l'exploitation étrangère. [...] C'est la tâche du gouvernement populaire, c'est-à-dire de chacun d'entre nous, je répète, de créer un Etat juste, capable de donner le maximum d'opportunités à tous ceux qui vivent sur notre territoire » [xiv].

C'est donc l'Etat qui est mis au centre du processus de transformation, sans que ne soit mentionné au sein de quel type de relations de production et mode d'accumulation, ce projet s'insère.

La constitution de ce « pouvoir populaire » est envisagée sur la base de deux hypothèses : une hypothèse politique et une hypothèse socio-économique (l'une interpenétrant l'autre) [xv]. L'hypothèse politique affirme que l'UP va « transformer les actuelles institutions, afin d'instaurer un nouvel Etat où les travailleurs et le peuple exerceront réellement le pouvoir ». Ce futur « Etat populaire » est censé s'ériger sur la base d'organismes régionaux et locaux, ainsi que grâce à la constitution de « l'Assemblée du peuple » et une « nouvelle Constitution ».

Une telle transformation, par voie légale, suppose de posséder la majorité absolue au Parlement, ce que l'UP n'a jamais réussi. L'une des premières manifestations de cette énorme limitation est « le statut des garanties constitutionnelles » que les démocrates-chrétiens imposent en échange de leur appui pour la confirmation officielle de l'élection d'Allende [xvi]. Ces « garanties constitutionnelles », outre qu'elles introduisent nombre de « chausse-trappes » au programme de l'UP et introduisent le concept « d'autonomie des forces armées » (repris par la suite par la junte de A. Pinochet), interdisent aussi tout type d'intervention émanant « d'autres organismes de fait, qui agissent au nom d'un supposé « pouvoir populaire » » [xvii].

Dès 1970, l'opposition à Allende voulait s'assurer que celui-ci ne chercherait pas à renforcer son assise politique en s'appuyant sur des organes de double pouvoir [xviii]. L'hypothèse socioéconomique de la gauche gouvernementale consiste, quant à elle, en la constitution d'une nouvelle structure productive et à l'augmentation des revenus des plus pauvres. Les thématiques de l'incorporation des classes populaires à l'administration directe de l'économie, de l'autogestion et du contrôle ouvrier sont quasiment absentes. En effet, la participation des travailleurs est abordée très timidement car, et c'est un fait remarquable, il n'est fait dans le programme qu'une allusion à une éventuelle participation au fonctionnement des entreprises nationalisées.

Toujours selon Fernando Mires, il s'agit d'un programme politique qui « marginalise » toute perspective de participation directe d'une majorité des couches populaires, alors que dans le secteur privé, censé resté majoritaire, rien n'est prévu sur le droit de regard des travailleurs sur le contrôle de la production. Selon certaines estimations hautes, plus d'un million 500.000 personnes seraient ainsi orphelines de programme de participation politique organisée [xix]. Du point de vue des seuls salariés, Mario Duran calcule qu'un nombre approximatif de 700 000 travailleurs sont ainsi « exclus » du projet de participation

des travailleurs au sein du secteur nationalisé ou Aire de propriété sociale[xx]. Comme le conclut H. Vega, « *Lorsque le projet économiciste de l'UP est proposé, 65 % des travailleurs restent en dehors. Les limites du programme d'action ont une double conséquence: d'une part la force des travailleurs incorporés est gravement limitée et d'autre part, on se prononce pour une alliance avec les secteurs moyens dont la pratique allait montrer les limites* »[xxi].

L'UP entend mobiliser sa base populaire autour de deux axes[xxii]. Tout d'abord grâce à son implantation au sein des organisations sociales traditionnelles : le mouvement syndical (CUT, syndicats industriels, professionnels et paysans) et les organisations *poblacionales* (des quartiers populaires), essentiellement les comités de quartiers (*juntas de vecinos*) qui avait été promu par l'administration Frei, avec comme objectif de canaliser les revendications des secteurs urbains marginalisés[xxiii].

L'autre élément mobilisateur est plus original, car il pose effectivement la question d'une nouvelle forme de *pouvoir populaire constituant* : il s'agit des comités de l'Unité populaire (CUP). Ces derniers ont été conçus afin de mobiliser militants et sympathisants pour participer à la campagne électorale en faveur d'Allende. Cependant, « *Les CUP ne seront pas seulement des organismes électoraux. Ils seront les interprètes et les combattants des revendications immédiates des masses, et surtout ils se prépareront pour exercer le pouvoir populaire* ». Il conviendra donc de se demander quelle fut leur activité réelle.

Mais, plus globalement, il faut souligner que l'arrivée d'Allende à la Moneda, le palais présidentiel, se fait dans le cadre d'une mobilisation collective extraordinaire dans tout le pays, annonçant la « bataille du Chili » à venir, admirablement mis en lumière par les documentaires de Patricio Guzmán[xxiv]. C'est cette vague d'espoir qui est légitimée par les urnes, le 4 septembre 1970 après une campagne électorale marquée par une agitation hors du commun : une expérience qui est déjà en soi une « grande rupture » du consensus régnant au sein des classes dominantes. Ce 4 septembre est bien le jour de « la célébration » par excellence :

« *la foule danse, crie, essaie d'entendre ce que disent les dirigeants à travers des microphones improvisés qui déforment les discours enflammés* »[xxv].

C'est ce formidable élan populaire qui porte à la présidence de la République Salvador Allende, médecin et franc-maçon, plusieurs fois candidats à ce type d'élection, vieil habitué des arcanes parlementaires, mais aussi excellent tribun et militant socialiste convaincu, capable de haranguer les foules et de mobiliser les travailleurs[xxvi]. Cette victoire est obtenue sur le fil du rasoir, avec seulement une majorité relative de 36,2 % des votes exprimés. Elle a été permise par la division de la droite et des élites. Ne pouvant dépasser leurs propres contradictions, les opposants au « Chicho » (surnom d'Allende) s'affrontent avec deux projets distincts : l'un incarné par Radomiro Tomic, représentant la Démocratie-chrétienne (il incarne l'aile gauche de ce parti) qui obtient 27,8 %; l'autre par Jorge Alessandri, candidat de la droite conservatrice et libérale, avec 34,9 %. Dès le 5 septembre, Salvador Allende – dans son discours au stade national – réitère sa conception d'une transition au socialisme légaliste et institutionnelle, « *appuyée par la mobilisation organisée des masses populaires* »[xxvii].

En définitive, ainsi que l'a remarqué Víctor Farias, convergent au sein du projet de l'UP des formes hybrides où domine un « *pouvoir populaire institutionnalisé* » – sous étroit contrôle

étatique et restreint à certains secteurs sociaux – qui va se combiner avec un « *pouvoir populaire de masse* » [xxviii], que nous appellerons « pouvoir populaire constituant ». Le gouvernement a-t-il su et pu développer un tel type d'organisation ? A-t-il réussi à dépasser les limitations inhérentes à son programme et au contexte historique dans lequel doit assumer le pouvoir ? Dans quelle mesure le mouvement social urbain a pu, en retour, s'auto-organiser en direction de ce fameux « pouvoir populaire » ? C'est ce à quoi cet ouvrage entend répondre.

Notes

[i] J. Fernandois, « ¿Peón o actor? Chile en la Guerra Fría (1962-1973) », *Estudios Públicos*, Santiago, N°72, 1998 p. 149-171. Il faut cependant spécifier qu'il s'agirait d'une grave erreur de résumer l'histoire du PCC à celle de simple « agent de Moscou », tant il s'agit d'un parti lié à l'histoire nationale.

[ii] J. Garcés, « Vía insurreccional y vía política: dos tácticas », *Revista de la Universidad técnica del Estado*, Santiago, N°13/14, marzo-junio 1973, p. 7-39.

[iii] L. Corvalán Marquéz, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre: contribución al estudio del contexto histórico*, Santiago, CESOC, 2000, p. 19.

[iv] C. Altamirano, *Dialéctica de una derrota*, México, Ed. Siglo XXI, 1977, p. 67.

[v] Pour connaître le programme et la stratégie de l'UP, ainsi que de nombreux documents : www.archivochile.com.

[vi] Voir le paragraphe consacré à la constitution de l'Aire de propriété sociale.

[vii] Ces auteurs expliquent que « la centralisation du national-populisme dans ce qui a été appelé « la transition au socialisme » » aurait été légitimé par une « *bifurcation discursive* » révolutionnaire (G. Salazar, J. Pinto, *Historia contemporánea de Chile*, Santiago, LOM, 1999, T. I, p. 151-166).

[viii] Sur la nature du populisme chilien : P. Drake, *Socialismo y populismo en Chile 1936-1973*, Universidad Católica de Valparaíso, 1992.

[ix] T. Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, ARCIS-LOM, 1999, p. 67-71.

[x] A. Joxe, *Las fuerzas armadas en el sistema político chileno*, Santiago, Ed. Universitaria, 1970 et P. Quiroga, « Las Fuerzas Armadas y la visión-de-mundo (un acercamiento) », *Alamedas*, Santiago, 1993, p. 58-62.

[xi] F. Mires, *La rebelión permanente. op. cit.*, p. 347-355.

[xii] G. Smirnow, *Le développement de la lutte pour le pouvoir pendant l'Unité populaire*, Université Paris VIII, Thèse de troisième cycle, 1977, p. 232.

[xiii] H. Cancino, *La problemática...*, *op. cit.*, p. 125-132.

[xiv] *Salvador Allende – Obras Escogidas (1970-1973)*, Barcelona, Editorial Crítica, 1989, p. 219.

[xv] H. Vega, *L'économie du populisme et le projet de passage au socialisme proposé par l'Unité populaire*, Université Aix-Marseille II, Thèse d'Etat en économie, 1981, p. 296-319.

[xvi] L. Corvalán Marquéz, *Los partidos y el golpe del 11 de septiembre*, *op. cit.*, p. 36.

[xvii] L. Vitale, « El gobierno de Salvador Allende » in *Para recuperar la memoria histórica*, *op. cit.*, p. 183.

[xviii] E. Novoa, « L'utilisation de la loi sous le gouvernement Allende », *Chili, un pays laboratoire*, Actes du colloque organisé à Bruxelles, Maison de l'Amérique Latine, 1998, p. 11-24..

[xix] Voir les statistiques citée par F. Mires (*La rebelión permanente*, *op. cit.*, p. 355).

[xx] L. Vitale, « El gobierno de Salvador Allende », *op. cit.*, p. 206.

[xxi] H. Vega, *L'économie du populisme*, *op. cit.*, p. 316.

[xxii] F. Castillo, J. Larrain, R. Echeverría, « Las masas, el Estado y el problema del poder en Chile », *op. cit.*.

[xxiii] F. Vanderschueren, « Significado político de las juntas de vecinos en poblaciones de Santiago », EURE, Santiago, Vol. I, N°2, julio 1971.

[xxiv] P. Guzmán, *La Batalla de Chile*, Chili/Cuba/Venezuela, 1975-1979.

[xxv] T. Moulian, *Conversación interrumpida con Allende*, Santiago, ARCIS-LOM, Col. Sin Norte, 1999, p. 17-20.

[xxvi] Pour un documentaire nostalgique et sensible d'Allende : Cf. P. Guzmán, *Salvador Allende*, Patricio Guzmán Producciones, 2004 et aussi le livre : M. Amorós, *Compañero Presidente*, Valencia, Publicaciones de la Universidad de Valencia, 2008.

[xxvii] S. Allende, « Discurso en el Estado Nacional », 5 de septiembre de 1970 in Gonzalo Martner (comp.), *S. Allende 1908-1973. Obras Escogidas.*, Santiago, Ed. Antártica, 1992.

[xxviii] V. Farias, *La izquierda chilena*, *op. cit.*, Introduction au Chapitre I du tome I.